Les ambitions du « Luxembourg 3.0



ERICK HESS - LES ECHOS | LE 30/01/2014

Le Grand-Duché veut troquer son image de paradis fiscal contre celle de « high-tech nation ». Le nouveau gouvernement compte en faire la « banque de données du monde de la finance et de l'économie réelle ».

Au Luxembourg, la langue de Shakespeare innerve toute l'économie. Normal. Ne pouvant se satisfaire de son marché intérieur, cet Etat d'à peine 2.586 kilomètres carrés, exporte plus de 85 % de sa production. La performance à l'international se reflète dans la composition de sa population active (246.000 salariés sur 537.000 habitants) qui, selon la Chambre de commerce du Luxembourg, comporte 71 % d'étrangers (dont 50,1 % de Français en 2012). Après la révolution sidérurgique de 1839, le Grand-Duché s'est mobilisé, dès les années 1970, pour devenir la place financière que l'on sait. Avec 144 banques installées, le secteur bancaire et financier représente désormais 38 % du PIB, 56,8 % des services financiers exportés en 2012 (selon Statec) et 17 % de la force de travail. La culture du secret bancaire, objet de polémique hors du Grand-Duché, et de la confidentialité des données, restent, pour les chefs de file de l'économie luxembourgeoise, un atout majeur. Un actif aux confluents des marchés du droit et de l'informatique qui ouvre de nouveaux horizons à maint secteurs d'activité.

D'où la troisième révolution, celle du « Luxembourg 3.0 ». « Dès les années 2000, nous avons développé des niches de marché à compétences ciblées : la sous-traitance automobile, les technologies spatiales avec SES (Société européenne des satellites) et plus récemment les technologies de la santé et de l'environnement. Sans oublier la logistique en raison de notre situation géographique, avec l'appui de CargoLux », précise Mario Grotz, chargé de la direction générale recherche, propriété intellectuelle et nouvelles technologies au ministère de l'Economie. Il était temps ! Car le ciel s'est assombri. Depuis 2007, la croissance est négative (-4,1 % en 2009) ou assez faible (0,3 % en 2012, 1 % en 2013, 2,2 % pour 2014). Et le chômage a grimpé, passant de 6 % en 2009 à 6,8 % pour cette année. Quant à la dette publique, elle est passée de 6,7 % en 2007 à 23,8 % l'année dernière et à 25,9 % pour 2014, selon les prévisions de la Chambre de commerce.

Haut débit généralisé

Voulant changer son image de paradis fiscal pour celle d'une « high-tech nation », le gouvernement a lancé, il y a trois ans, un vaste plan visant à faire du Luxembourg un noeud stratégique de communication pour l'Internet à très haut débit. « 98 % des domiciles peuvent désormais recevoir l'Internet 100 Mbps. Une situation unique en Europe », estime Jean-Paul Zens, premier conseiller de Xavier Bettel, le nouveau Premier ministre du Luxembourg depuis décembre dernier qui veut que son pays devienne la « banque de données du monde des finances et de l'économie réelle ». A cet égard, le Luxembourg s'appuie, entre autres, sur le monde académique, notamment sur le SnT (Centre interdisciplinaire pour la sécurité, la fiabilité et la confiance) de l'Université du Luxembourg. Et sur le CRP (Centre de recherche public) Henri Tudor qui mobilise 150 personnes pour les sciences des services, une discipline en pleine émergence.

« D'une certaine manière, la banque a suscité les traitements informatiques sécurisés, les plans de continuité d'activité, le "big bata" disponible dans des "data centers" ultra sécurisés à la norme Tier IV [le plus haut degré d'exigence, NDLR] - dont 16 % sont au Luxembourg, analyse Marc Hemmerling, vice-président de l'ABBL (Association des banques et banquiers, Luxembourg) qui compte également des établissements de paiement électronique (PayPal, Flashiz) et de monnaies virtuelles (Yapital) ainsi que des offreurs de plates-formes IT. A partir de là, le "big data" et la sécurité profitent à tous les secteurs d'activité comme les jeux vidéo en ligne, le eCommerce, les services, la logistique ou les biotechnologies. »

Retrouvez l'intégralité de ce dossier sur lesechos.fr

Erick Hess